



TotalEnergies

TotalEnergies Raffinage France

Etablissement TotalEnergies de Gargenville

**Direction départementale des
territoires
Services de l'urbanisme et des
territoires**
35 rue de Noailles
BP 1115
78011 VERSAILLES CEDEX

A l'attention de M. Loïc SEDILLOT

N/Réf. : 20220324
Suivi par : Alison BISSOLI
Tél. : 04.42.02.02.37
E.mail : dict.total.ggv@technipipe.com

Objet : Révision du Porter-à-Connaissance de la commune de Le Mesnil Saint-Denis.

Les Pennes Mirabeau, le 12/04/2022

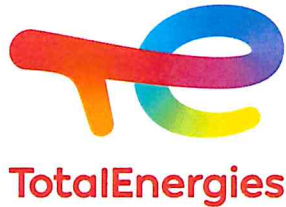
Monsieur,

Nous avons bien reçu votre demande concernant la révision du Porter-à-Connaissance de la commune citée, ci-dessus. Nous vous confirmons que notre pipeline Haute Pression TotalEnergies Raffinage France Ø 500 mm LE HAVRE-NANGIS traverse la commune citée en objet.

A titre d'information vous trouverez, ci-dessous, les bandes calculées dans notre étude de dangers.

Largeur des bandes d'effets pour notre ouvrage sur la commune de Le Mesnil Saint-Denis :
Gargenville (Yvelines) - Grandpuits (Seine et Marne)

Distance maximale aux effets irréversibles (50 mbar - 3 kW/m ²)	170 m
Distance maximale aux 1ers effets létaux (140 mbar - 5 kW/m ²)	135 m
Distance maximale aux effets létaux significatifs (200 mbar - 8 kW/m ²)	110 m



Nous vous précisons que les règles applicables à l'exploitation de notre canalisation, sont définies dans l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V, du titre V, du livre V, du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Nous vous demandons, de tenir compte du tracé de notre canalisation d'hydrocarbure liquide à haute pression pour définir l'affectation du sol et donc, de fixer les règles d'implantation et de densité d'occupation applicables aux bâtiments pouvant être construits à proximité de notre conduite.

Nous vous prions de prendre en compte l'arrêté préfectoral N° 2017187-0045 Le Mesnil Saint-Denis instituant les servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise de risques autour des canalisations de transport.

Nous joignons à notre envoi le document DOC/GGV/AQ-181 qui intègre des recommandations générales de sécurité pour tous travaux à proximité de notre canalisation.

De plus, nous vous rappelons que TotalEnergies Raffinage France souhaite recevoir une copie du dossier final afin de nous assurer que nos prescriptions ont bien été prises en compte, et être consultés pour tout projet d'urbanisme (C.U., P.C., etc.) aux alentours de nos ouvrages.

Nous vous indiquons nos coordonnées pour toute consultation :

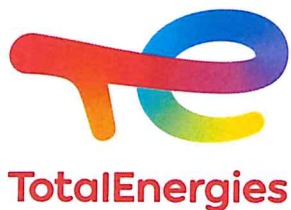
**TECHNIPIPE pour TotalEnergies
Pôle travaux tiers TECHNIPIPE
ZA l'Agavon – 21 avenue Lamartine
13170 LES PENNES MIRABEAU**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de nos salutations distinguées.

Alison BISSOLI
Pôle travaux tiers TECHNIPIPE - Pour le compte de TotalEnergies

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alison Bissoli', written over a horizontal line.

P.J. : - Annexe
- DOC/GGV/AQ-181
- Arrêté préfectoral N° 2017187-0045 Le Mesnil Saint-Denis



**ANNEXE
SERVITUDES S'EXERCANT AU BENEFICE
DU PIPELINE D'INTERET GENERAL TotalEnergies Raffinage France Ø 500 LE HAVRE-NANGIS**

- 1 - Appellation de l'ouvrage : Pipeline LE HAVRE-NANGIS, dit Pipeline de l'Île de France (PLIF).
- 2 - Date du Décret ayant prononcé l'Utilité Publique : 17 février 1966 (J.O. du 19 février 1966).
- 3 - Bénéficiaire de la servitude et responsable de la gestion du pipeline :

TotalEnergies Raffinage France - 24, Cours Michelet - 92800 PUTEAUX – France,

Actuellement aux droits des Sociétés U.G.P. et U.I.P. 12, rue Jean Nicot - 75340 PARIS CEDEX 07,
mentionnées dans le Décret du 17 février 1966.
- 4 - Dispositions à prendre en cas de projet de travaux à proximité de l'ouvrage :
Définies par le Décret N°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- 5 - Responsable de l'exploitation de l'ouvrage :

TotalEnergies Raffinage France
Etablissement de Gargenville
40 avenue Jean Jaurès
78440 GARGENVILLE
Téléphone : 01.30.98.53.31

HYDROCARBURES LIQUIDES

I - GENERALITES

Servitudes concernant les hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression.

Relatives à la construction et à l'exploitation de pipelines d'intérêt général.

Loi de Finances N° 58-336 du 29 mars 1958.

Décret N° 59-645 du 16 mai 1959 (Article 15) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'Article 11 de la loi précitée.

Ministère du Développement industriel et scientifique, Direction des Carburants.

II - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. *PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE*

Prérogatives exercées directement par la puissance publique
(Article 15 du Décret du 16 mai 1959).

Possibilité pour le bénéficiaire d'enfouir dans une bande de terrain de 5 mètres de largeur, une ou plusieurs canalisations avec leurs accessoires techniques et les conducteurs électriques nécessaires, à 0,80 mètre au moins de profondeur (distance calculée entre la génératrice supérieure des canalisations et la surface du sol).

Possibilité pour le bénéficiaire de construire en limite des parcelles cadastrales, les bornes de délimitation, et les ouvrages de moins de 1 mètre carré de surface nécessaires au fonctionnement de la conduite.

Possibilité pour le bénéficiaire d'essarter et d'élaguer tous les arbres dans la bande des 5 mètres en terrain non forestier, et dans la bande des 20 mètres maximum en terrain forestier.

Possibilité pour le bénéficiaire et les agents de contrôle d'accéder en tout temps dans une bande de 20 mètres maximum comprenant la bande de 5 mètres pour la surveillance, et éventuellement l'exécution des travaux de réparation de la conduite.

B. *LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL*

Obligations passives
(Article 16 du Décret du 16 mai 1959).

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage des agents chargés de la surveillance et de l'entretien de la conduite, ainsi que des agents de contrôle.

Obligation pour les propriétaires de s'abstenir de nuire au bon fonctionnement, à l'entretien, à la conservation de l'ouvrage et notamment d'effectuer toute plantation d'arbres, ou arbustes dans la bande des 5 mètres ordinaire, ou celle des 20 mètres en zone forestière.

Interdiction pour les propriétaires d'effectuer dans la bande des 5 mètres des constructions durables, et des façons culturales à plus de 0,60 mètre de profondeur ou à une profondeur moindre s'il y a dérogation administrative.